

*La Lettre du C.D.T.S.*

ISSN 1240-0009 CIPAP 72171

BULLETIN DU RESEAU

# 2<sup>e</sup> COMBAT SYNDICALISTE 1997

Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail  
section de l'Association Internationale des Travailleurs

10francs-N° 44  
Janvier-Février 97

## Sommaire:

Intermittents  
du Spectacle,

Maîtres  
Auxiliaires,

Routiers...

**EN LUTTE !**

## International:

A propos  
du Congrès  
de l'A.I.T.

Algérie:  
80 000  
morts au  
nom de Dieu  
et du pouvoir.



# ADRESSES

## Association Internationale des Travailleurs:

A.I.T.  
Alberto Palacios 2,  
28021 Madrid-Espagne

## Confédération Nationale du Travail:

Le Bureau Confédéral est l'agent  
d'exécution et de liaison de la CNT,  
pour tout contact sur le plan  
national s'adresser à:

C.N.T. (B.C.), B.P.116  
72 003 Le Mans Cedex

## Unions Régionales:

Les U.R. sont l'expression de la  
CNT. Elles regroupent les divers  
syndicats & Unions Locales d'une  
zone géographique. Pour tout  
contact dans une région s'adresser  
au secrétariat de l'U.R. concernée:

## U.R. Centre:

C.N.T., B.P. 116  
72 003 Le Mans cedex  
(Secrétariat Régional).

## U.R. Aquitaine:

C.N.T., B.P. 511  
64010 Pau Cedex  
(Secrétariat Régional).

## U.R. Midi-Pyrénées:

C.N.T., 7 rue St Remesy  
31000 Toulouse  
(Secrétariat Régional).

## U.R. Méditerranée:

C.N.T., Vieille Bourse  
du Travail, 13 rue de  
l'académie,  
13001 Marseille  
(Secrétariat Régional).

## U.R. Normandie:

C.N.T., B.P. 2010,  
14019 Caen Cedex  
(Secrétariat Régional).

## U.R. Paris & Nord:

C.N.T., Syndicat des PTT  
CTA d'Amiens, rue  
Dejean, 80000 Amiens.

## Dans l'Est:

C.N.T., B.P. 343, 25207  
Montbéliard Cedex

## En Rhône-Alpes:

C.N.T., B.P. 223, 38405  
St Martin d'Herès Cedex

# ON A GUEULE MAIS... HA PASADO QUAND MEME!

Le 9 décembre 1996, Le Pen est venu inaugurer à Grenoble le nouveau local des jeunes l'épénistes. En réponse à cette manifestation et à l'initiative de Ras l'front, 77 organisations ont appelé à une contre-manifestation qui a rassemblé 20 000 personnes ("Vu à la télé"). Après la dispersion de la manifestation, à l'Hôtel de Ville, plusieurs centaines de manifestants, emmenés par la J.C.R., se sont dirigés vers l'Hôtel Atria où se réunissait le F.N. Collés aux banderoles de la J.C.R., flottaient les drapeaux rouges et noirs de la C.N.T. Vignoles...

La manifestation, scénario attendu, s'est conclue par des affrontements avec les forces de l'ordre : quelques C.R.S. blessés et une vingtaine de manifestants détenus. Cinq ont comparu en justice le surlendemain. La procédure de flagrant délit n'a pu être retenue; le procès a été reporté à la mi-janvier.

A la suite de cette manifestation, la Brigade Anti Casseurs a renoué avec une tradition que l'on espérait révolue : les ratonnades, appréhendant et tabassant ses victimes dans les rues du centre-ville. Une trentaine de personnes ont ainsi été "molestées", à tel point qu'il n'était plus possible après coups d'affirmer qu'elles avaient bien la tête de l'emploi. Ces violences ont conduit par exemple l'une d'elles à des examens qui ont duré une vingtaine d'heures.

A l'heure actuelle, les témoignages sont recueillis afin d'engager des poursuites judiciaires contre les forces de l'ordre.

Nous étions 20 000 contre la venue de Le Pen à Grenoble. Mais

combien en 93 contre la réforme du code de la nationalité? Combien cet été pour protester contre la rafle des sans-papiers de St Bernard? Combien en décembre contre les lois racistes de Debré ? Quelle peut-être alors la portée de manifestations symboliques si nous ne sommes plus que 200 à protester lorsque le pouvoir fait passer les idées du F.N. dans les faits ?

Il est clair que : ce n'est pas en "interdisant à un parti de s'exprimer que l'on fera disparaître ses idées... La démocratie parlementaire, l'Etat, les lois n'ont jamais empêché la prise du pouvoir par le fascisme, pas plus que l'union sacrée de la gauche... Ce n'est pas la gauche au pouvoir (elle qui a su si bien faire des cadeaux au patronat) qui pourra arrêter le F.N., pas plus que les organisations réformistes de tout poil... Les discours, pétitions, actes symboliques, ne suffiront pas à barrer la route à l'extrême-droite... En conséquence, il n'y a pas trente-six solutions : il faut construire un mouvement social autogéré, autonome et inter corporatiste, porteur d'une alternative au système capitaliste... Bref, il faut relancer la lutte de classes jour après jour, malgré les difficultés dans les quartiers, les facs, les entreprises... Nous, les exploités (salariés, chômeurs, étudiants, immigrés ou non, devons le faire seuls, par nous-mêmes, pour nous-mêmes." (Extrait du tract diffusé par la C.N.T.-A.I.T. lors de la manifestation)

D. L.  
C.N.T.-A.I.T.- Grenoble

## DOCTEUR ES GAUCHISME

Nos compagnons de "L'Affranchi" (périodique des Amis Suisses de l'A.I.T. C.P. 172 CH - 1000 LAUSANNE) signalent dans leur dernier numéro qu'Alain Krivine, le leader de la L.C.R. a participé à un débat du club "Stratégies du management" aux côtés de secrétaires syndicaux (SUD était également représenté), des présidents de la RATP et de la Poste et de J. de Boishue (RPR) et P. Moscovici (P.S) sur le thème - les leçons du conflit de l'hiver 95.

Un gauchiste tirant des leçons pour les grands patrons, la révolution n'a qu'à bien se tenir !

**M**orceler les luttes au lieu de les rassembler; l'automne 96 aura démontré l'efficacité des appareils syndicaux à défendre... leurs propres intérêts.

*Inventaire d'une dispersion organisée : aux journées d'action dans le public succédaient les conflits de routiers salariés, ensuite, et ensuite seulement, ce fut au tour des tramainots. En désespoir de cause, des maîtres auxiliaires entament des grèves de la faim, soutenus; de loin, par des sigles syndicaux.*

*Entre temps des chômeurs, des intermittents du spectacle défendent de leur mieux le droit à la vie. Droit de vivre brutalement remis en question pour des dizaines de S.D.F. morts de froid.*

*Tout cela alors que dans l'olympienne majesté des ministères, au-dessus de la mêlée, les Blondel, Notat et autres Viannet négocient les conditions de notre future exploitation. Les mêmes qui nous promettaient un "septembre rouge" nous organisent un hiver bien froid.*

*Faut-il s'en étonner ?*

*Nous laisserons le soin de répondre à cette question aux authentiques utopistes qui croient encore qu'il peut y avoir une lutte sociale derrière des syndicats institutionnalisés par leurs élus et leurs permanents.*

*Autre résultat exemplaire de la collaboration entre patronat et syndicats, la loi De Robien, l'aménagement de la réduction du temps de travail permettra aux entreprises de substantielles économies : jusqu'à sept ans de réduction de la part patronale des cotisations sociales. Or, ces cotisations financent la retraite par répartition de la Sécurité sociale. D'où cette autre question : Que vont toucher les futurs retraités ? Avec quel taux de R.D.S. ?*

*Les salariés mal payés d'aujourd'hui feront les retraités sans ressources de demain.*

*Après les vieux, les jeunes.*

*"L'emploi des jeunes" sera le leitmotiv de l'année 97. Le problème des conditions d'existence d'une catégorie de la population est à nouveau lié à son "employabilité". Cela permet au patronat de remettre sur la table la notion de flexibilité et d'organiser le "débat".*

*Et nous verrons qu'après avoir réduit, par négociation, la masse salariale globale, les patrons et les dirigeants syndicaux vont renégocier sur la flexibilité.*

*Résultat : si le salarié classique était disponible mais rémunéré un nombre d'heures déterminé par semaine, le flexible, lui, sera encore plus disponible mais encore moins payé, car seule les heures "réellement" (?) travaillées seront prises en compte. Toute la finesse de la nouvelle exploitation organisée et du foutage de gueule permanent se retrouvent dans la notion arbitraire de ce "réellement".*

Paulette Bedous

*La grève des routiers telle qu'elle nous a été présentée et telle qu'elle a été menée démontre une fois de plus que le système capitaliste emploie pour exercer sa domination des formes d'oppression qui ne sautent pas forcément aux yeux et qu'il nous semble impératif de combattre.*



Une de ces formes d'oppression, à l'oeuvre lors de la grève des routiers consiste, par tous les moyens et surtout par les moyens de communication (écrits, parlée ou télévisuels) à nous présenter les choses de façon à nous priver de notre faculté de juger, faculté politique par excellence.

On nous présente les faits en nous gommant les liens qu'ils peuvent avoir entre eux. Cette pratique du saucissonnage cherche à nous désresponsabiliser, pour nous endormir et ainsi diminuer notre résistance et surtout pour que notre jugement ne sorte pas de la pensée ultralibérale.

Cette pensée unique qui dit "c'est la faute à la crise économique dont la conséquence, est la montée des exclusions et la conclusion : vous, les opprimés, il faut continuer à serrer la ceinture" explique la banalisation des inégalités criantes, des spoliations, des affaires, des coups tordus faits aux travailleurs.

Il manque pour nous

quelque chose, que les capitalistes de tout bord oublient de dire, c'est que ceux qui prônent ce genre de discours ont choisi leur voie, l'ultralibéralisme, et ils nous la présentent comme la Voie. Nous, anarcho-syndicalistes en avons choisi une autre : la libération des opprimés par la transformation radicale de la société capitaliste.

Mais, venons-en aux faits. Dans quelles circonstances est advenue la grève des routiers ?

• Rappelez-vous. Quelques temps avant, ce sont les patrons transporteurs (les médias ne font pas toujours la différence et appellent "routiers" ceux qui exploitent et ceux qui sont exploités) qui ont revendiqué une baisse du prix du carburant sans succès (le capitalisme d'Etat ne peut quand même pas se priver des dividendes, des taxes, on ne sait jamais ... si on doit encore payer un rapport au prix fort ou un appartement à un fils d'élite ... et puis, entre capitalistes, on n'enfoncé pas le lobby pétrolier).

• Quelques temps avant encore, un autre événement intéressant : Nicole Notat, patronne du syndicat réformiste C.F.D.T., s'était fait conspuer par sa base lors d'une manifestation. Elle avait donc sérieusement besoin de redorer son image à l'extérieur en tant que confédération défendant les "intérêts des salariés".

Cette grève des routiers arrive à point nommé, car, à l'intérieur de la C.F.D.T. la contestation grogne, surtout dans la puissante fédération des transports qui a toujours été en opposition avec la ligne confédérale. Ainsi, avec

la grève des routiers, Notat fait d'une pierre deux coups; quant aux intérêts des salariés...

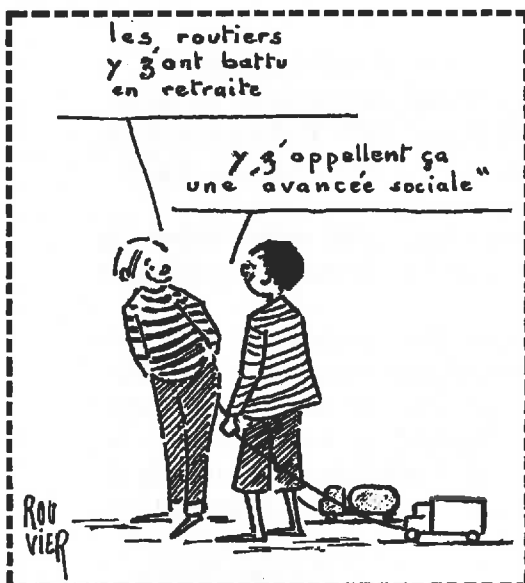
Lors de la grève, certains copains routiers se sont organisés spontanément sans attendre les consignes des syndicats réformistes, et cela s'est fait sur certains barrages avec des tensions fortes entre les copains et ces "syndicalistes" qui voulaient maîtriser le mouvement.

Eh oui, on veut bien que vous fassiez grève mais on nous refait le coup de "il faut bien savoir finir une grève", surtout quand elle devient un danger réel pour le capital. D'ailleurs, Nicole Notat, qui gère le système, a bien dit à la télévision qu'il ne faudrait pas que d'autres salariés se mettent en grève en même temps que les routiers car cela nuirait aux intérêts particuliers des routiers. Notat, représentante d'une institution dit oui à la grève sectorielle et non à la grève générale qui serait le seul moyen de transformer cette société. Coquins et coquines s'arrangent pour cogérer le système.

Enfin, pour ce qui est des résultats obtenus, que penser de la retraite à 55 ans pour certaines catégories de routier après 25 ans d'années de travail ? C'est l'Etat qui prend en charge ces retraites. Cette grève n'a donc rien coûté au patronat.

Notre combat anarcho-syndicaliste passe par la diffusion la plus large de toutes les informations qui permettent à chacun en toute liberté de déjouer les pièges tendus par le capital qui a, comme disait Darrien à propos de la France, "la haine de l'homme qui pense par lui-même, qui veut agir par lui-même, qui n'a pas ramassé ses idées dans la poubelle règlementaire."

UL. Montauban.





**I**ntermittent du spectacle, ce n'est pas un métier, c'est un régime particulier de l'Assedic. Les personnes relevant de ce régime (artistes-interprètes, techniciens de diverses branches, metteurs en scène, réalisateurs,...) sont donc des salariés. Ces salariés sont soit des prolétaires (qui n'ont que leur force de travail à louer), soit des employeurs (salariés par leur association, mais qui ont le pouvoir de décision artistique et économique). La mobilisation un peu partout en France, à des degrés divers, d'intermittents du spectacle pour empêcher la suppression par l'Unedic de leur statut Assedic spécifique est loin de lever toutes les ambiguïtés qui découlent de ce régime.

## L'EMPLOI DANS LE SPECTACLE: UN MODELE DE FLEXIBILITE SAUVAGE

**D**ans les années 60, lorsqu'est mis en place le régime de chômage spécifique des "intermittents du spectacle", il ne concerne qu'une faible partie d'un secteur économique lui-même marginal.

L'audiovisuel se limite à l'ORTF (Office de Radio Télévision Française), qui emploie essentiellement du personnel permanent. Dans le cinéma existent encore des studios où équipes de construction et de tournage travaillent toute l'année.

Les opéras emploient orchestres, chœurs et corps de ballet. Les Maisons de la Culture et les Centres dramatiques, outre le personnel technique, comprennent une troupe permanente. Les "jeunes compagnies" de théâtre, enfin, sont en grande partie composées de salariés permanents.

L'emploi "intermittent" ne concerne dans la pratique qu'une partie des artistes-interprètes, et une infime minorité de techniciens. En outre, certains types de spectacles (danse contemporaine, théâtre expérimental, jazz, rock...) existent en dehors de

toute norme économique et donc généralement sans salaire.

Dans la trentaine d'années qui a suivi, deux éléments majeurs ont influencé l'évolution de l'emploi dans ce secteur : d'une part, comme ailleurs, le développement du chômage, et partant, de la précarité, de la flexibilité. Mais dans une certaine mesure, cette évolution a été masquée justement par la sécurité que procurait ce statut spécial de chômage; d'autre part, à partir des années 80 surtout, les effets de la loi de décentralisation, et l'adoption par l'Etat d'une "politique culturelle" intégrationniste.

Contre quelques subventions, une bonne partie des productions culturelles "en marge" (rock, rap, théâtre de rue...) a été intégrée; le subventionnement à la création a provoqué une multiplication du nombre de compagnies et de spectacles, avec une baisse correspondante du nombre de représentations. Tout cela a provoqué une augmentation considérable de l'emploi intermittent, puisqu'une proportion

infime d'employeurs ont une activité permanente.

Quant aux gros employeurs (grands théâtres, productions audio-visuelles...) dont le nombre s'est également accru, privatisation aidant, ils ont progressivement réalisé l'intérêt du "zéro stock" humain : une main d'oeuvre déjà qualifiée, embauchée en fonction des besoins au jour le jour.

Les ateliers de décor, les entreprises de prestation (qui fournissent le matériel et les techniciens qui le mettent en oeuvre) vont également cesser d'employer des permanents, voire les licencier puis les réembaucher comme intermittents. Au total, une augmentation énorme du nombre de travailleurs intermittents, indemnisés ou non par l'Assedic, dont le nombre a quasiment triplé entre 1980 et 1995.

La pratique des cachets "gonflés" va se généraliser pour deux raisons. La première est que l'Assedic raisonne en terme de jours travaillés et non d'heures; du coup, un machiniste em-

bauché pour un montage de quelques heures, ou un comédien ne faisant qu'un seul service (4 heures) de répétition au tarif conventionnel gagnerait, en étant payé au tarif horaire réel, moins qu'en touchant l'indemnité journalière Assedic - sans compter que cette indemnité est calculée sur un salaire moyen journalier, et baissera donc considérablement en cas de journées à temps partiel. Aussi, il vaudra mieux regrouper les heures en une seule journée déclarée, les autres journées travaillées partiellement, non déclarées, étant alors indemnisées par l'Assedic.

La seconde raison est que beaucoup de petits et moyens employeurs, dans le secteur subventionné, sont tenus à des cahiers de charges trop lourds par rapport à leurs ressources. Le régime Assedic leur permet de diminuer leur masse salariale - peu de journées payées, mais à un tarif relativement élevé - tandis que leurs employés perçoivent, salaire et indemnité chômage cumulés, un revenu correct. Du moins tant qu'ils parviennent à obtenir assez de jours de travail déclarés pour renouveler leurs droits ... car bien entendu le système s'est emballé : de "tu bosses trois jours, je t'en déclare un à 1 000 balles, ça te fait un bon chômage", on est progressive-

ment passé à "un mois de répétition à l'oeil, 600 francs pour la représentation, à prendre ou à laisser".

En fait, nos employeurs ont inventé un concept résolument moderne : le travail au noir non payé ! Et c'est malheureusement cela aussi que défendent, malgré eux, des travailleurs intermittents, aveuglés par l'angoisse de perdre du jour au lendemain une grande partie de leurs revenus.

Le récent mouvement de protestation des intermittents du spectacle a déjà partiellement réussi puisqu'une négociation séparée du régime est mise en place : celle-ci devrait aboutir d'ici le 30 avril 97. Mais, tant que les travailleurs du spectacle continueront de rester sur un terrain corporatif, ils se condamneront à voir leur condition s'aggraver lentement mais sûrement : salaires en baisse, indemnités chômage de plus en plus difficiles à obtenir, dégradation des conditions de travail, etc.

En effet, tantôt salariés, tantôt chômeurs, les intermittents du spectacle n'ont plus aujourd'hui aucune spécificité, si ce n'est celle qui est devenue le lot commun de nombreux travailleurs : intermittence des périodes d'emploi, contrat à durée déterminée, flexibilité, annuali-

sation du temps de travail. Selon les statistiques de l'INSEE, près de six millions de travailleurs sont aujourd'hui sous la menace de la flexibilité et le 3/4 des nouveaux embauchés n'ont droit qu'à un travail précaire. Même la fonction publique n'y échappe pas, où l'on utilise à tour de bras CES et autres CDI (Contrat à durée indéterminée intermittent...).

Pour en revenir à notre secteur d'activité, deux axes de revendication sont pour nous indissociables :

- exiger d'être salarié pour chaque journée de travail effectuée (répétitions, voyages, préparation ou montage technique, représentations) et que nos allocations chômage retrouvent leur fonction, qui est de permettre aux salariés sans emploi de vivre, et non pas aux patrons d'employer sans payer de salaire.

- exiger que le régime particulier d'assurance chômage soit maintenu et amélioré, et qu'il soit étendu à l'ensemble des travailleurs qui, quelle que soit leur profession, subissent les mêmes conditions de précarité du travail.



C.N.T.-A.I.T. Union locale de  
Marseille-Secteur spectacle.

## SYNDICALISME CONTRE CORPORATISME

Si "corporatif" s'applique à une chose (organisation, action...) spécifique à un corps de métier, le terme "corporatisme" désigne, lui, une doctrine qui préconise une société fondée sur la communauté d'intérêts entre patrons et salariés. Le régime de Vichy, avec sa Charte du Travail, est un excellent exemple de l'application de cette doctrine. Le corporatisme est d'ailleurs, avec le nationalisme, à la base de l'idéologie fasciste. Le syndicalisme se fonde sur une idée diamétralement opposée : celle que tous les travailleurs ont en commun d'être spoliés du produit de leur travail par leurs patrons, et que c'est en s'unissant et en s'organisant par eux-mêmes qu'ils mettront fin à cette exploitation.

CES, CRE, RML...  
L'ETAT DEGUISE LES CHOMEURS.

LE CARNAVAL DE L'EXPLOITATION  
CONTINUE.



PARTAGE EGALITAIRE DU TRAVAIL ET  
DES RICHESSES.



**MADRID - 6, 7 & 8 DECEMBRE 1996 - XXème CONGRES  
ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS :**

**UN CONGRES DECISIF :**

**- SEPT NOUVELLES SECTIONS : NIGERIA, BULGARIE, RUSSIE, CHILI, PORTUGAL, IRLANDE, REPUBLIQUE TCHEQUE.**

**- DEUX NOUVEAUX GROUPES D'AMIS : COLOMBIE, CANADA,**

**- SITUATION RÉGLÉE EN FRANCE ET EN ITALIE :  
LA C.N.T. (BUREAU CONFEDERAL DU MANS) RECONNUE  
COMME SEULE SECTION DE L'A.I.T. EN FRANCE.  
L'U.S.I. (CONGRES DE PRATO CARNICO) RECONNUE  
COMME SEULE SECTION EN ITALIE.**

Le Congrès de l'A.I.T. marque toujours une étape importante pour les anarcho-syndicalistes. Le dernier, qui vient de se dérouler à Madrid, a enregistré l'extension géographique de l'A.I.T. et la clarification des situations française et italienne.

Le réseau "Combat syndicaliste" a rendu compte du Congrès dans un numéro spécial diffusé essentiellement auprès des organisations afinitaires. Nous avons pensé que l'ensemble des lecteurs devait disposer des mêmes informations que nous reproduisons donc en page C et D. En page 9 et 10 nous publions également un article d'opinion sur les conséquences que devrait avoir en France le Congrès de l'A.I.T.

**PEAGE DE ROQUES:  
CA CONTINUE  
DE PLUS BELLE**

16542 personnes se sont exprimées lors du référendum organisé par le collectif anti-péage en décembre 96. Et plus de 96 % d'entre eux ont dit non : Non au péage ! Non à la carte d'abonnement quel que soit son prix.

Lors de la dernière A.G., réunissant plus de 700 personnes, le collectif a rappelé qu'il n'y avait qu'une seule solution acceptable: la gratuité ! la gratuité pour tous ! Le péage de Roques est un test pour le pouvoir et les sociétés d'autoroute. Il s'agit de rendre les péages urbains acceptables par les ci-

toyens. Tout est bon pour casser le mouvement de protestation des usagers : faire courir les bruits les plus défaitistes, proposer des tarifs préférentiels à certaines catégories d'usagers, rendre le collectif responsable du licenciement de 7 personnes aux A.S.F. Rien n'y fait, la lutte continue : les barrières sont toujours levées chaque matin de 7 à 9 heures par des volontaires du collectif. Et d'autres actions sont en préparation.

**INTERMITTENTS  
DU SPECTACLE:  
Ils OCCUPENT**

N'en déplaise aux politiciens, les intermittents du spectacle bougent encore. A Toulouse,

ils occupent en compagnie de la Féderci et d'A.C., l'ancienne gare routière, rue Stalingrad, depuis le 07 janvier. Comme le dit un tract distribué par les intermittents, ils ont l'ambition de faire du site "Une gare contre l'exclusion sociale et culturelle : un lieu de vie, de création et de lutte". Et pour commencer, ils y mènent leur A.G. tous les lundi à 18 h. et le jeudi à 10 h. Et ils y éditent un journal vendu 2 F 50. Le titre ? "En sursis". Ils viennent d'être assignés en justice pour occupation illicite. La vie continue, la lutte aussi.

**ESPACE MYRIS**

Une usine est morte; un lieu d'activités culturelles et artistiques est né. Au-dessus du berceau format hangar, une vingtaine d'ateliers (sculpture, carnavaliers, peintres, jongleurs, plasticiens, danse, théâtre, musique...) animés du soir au matin. Bref, chacun peut avoir dans la mesure de la place disponible un endroit éclairé où répéter et mener un projet artistique.

Gratuit et non subventionné mais ouvert au public, au quartier St Cyprien-Patte d'Oie, au gré des expos et représentations proposées régulièrement sur place, ni tout beau ni tout rose mais différent, c'est au 66 Ter avenue Etienne Billières. C'est tous les jours portes ouvertes.

Jean Manuel.

**PROCES POUR  
INSOUMMISSION  
LE 5 FEVRIER**

Thomas SANTINI est objecteur de conscience. Il a refusé d'effectuer son service civil, le

jugé injuste et discriminatoire. Alors que la conscription s'apprête à disparaître, il est poursuivi pour insoumission en temps de paix.

Le 14 octobre, Thomas avait installé son studio dans un platane de la place du Salin. L'action avait fait grand bruit à Toulouse et au-delà... l'audience de son procès fut reportée au 5 février 97 à 8 heures. La présence de chacun est vivement souhaitée au tribunal de Toulouse

Comité de soutien à Thomas,  
5 rue Ste Catherine, 31400 Toulouse (Tel : 05 61 52 14 62)

### LA MORT DES SANS LOGIS N'EST PAS UNE FATALITE

Les grands froids arrivent et on s'interroge toujours : "Pourquoi des gens meurent-ils dans la rue?"

Le système capitaliste cherche à nous culpabiliser en invoquant le manque de solidarité alors que c'est lui qui alimente la spéculation immobilière et la précarisation de la vie.

Ce ne sont ni un "numéro vert", ni la radio des pauvres, ni la charité qui supprimeront les inégalités sociales.

Il faut partager les richesses, pas la misère.

C.N.T. - Montauban.

### DEBATS DANS LA REGION:

• A ST CERES (46), LE 1ER FEVRIER à 20 h 30, organisé par le groupe "Ya Basta", débat sur la C.N.T. et l'anarcho-syndicalisme autour d'un diaporama. La salle n'étant pas connue au moment où nous imprimons. On peut téléphoner au journal pour plus de précision.

• A TOULOUSE LE 7 FEVRIER, à 20 h 30, C.D.E.S. 7 rue St Remésy : à bâtons rompus : flexibilité, précarité, organisation du travail.

• A MONTAUBAN LE 8 FEVRIER, à 16 heures, à la Maison du Peuple, dans le cadre des débats qui seront organisés chaque deuxième samedi du mois, par la C.N.T.: Réfléchissons ensemble sur l'anarcho-syndicalisme (à propos des mouvements sociaux et de l'inefficacité des méthodes de lutte traditionnelles). Le débat suivant est fixé au 8 mars.

• A FIGEAC (46) LE 15 FEVRIER à 20 H 30, organisé par le groupe libertaire Figeacois, débat sur le fascisme. Salle Royer (Ancien C.E.S.), place du Foirail.

• UN DÉBAT SUR L'ANARCHO-SYNDICALISME, organisé par la C.N.T. est en préparation à CASTRE. Les lecteurs intéressés peuvent nous contacter.

### LE BILLET DE GEORGES

Les fêtes de fin d'année touchent à leur fin. Les profiteurs ont fait leur beurre sur le dos des gens qui sont plongés dans la plus grande détresse. Ils ont profité de l'embauche de précaires sous payés pour mieux tirer profit de la situation... sans parler des grandes surfaces qui vendent des jouets fabriqués "grâce" à l'exploitation des enfants dans des pays où les dictateurs sont soutenus par le gouvernement français qui décidément aime bien ces gens là.

Georges.

## Mode d'Emploi

• C.N.T. : La Confédération Nationale du Travail, section française de l'A.I.T. (Association Internationale des Travailleurs) est anarcho-syndicaliste. Son siège national se trouve au Mans. • Le secrétariat de l'Union Régionale Midi-Pyrénées est à Toulouse. • A travers son C.D.E.S. (Centre de Documentation et d'Etudes Sociales), la C.N.T. organise diverses activités (rencontres, débats, sorties, bibliothèque...) et publie ce bulletin tous les deux mois, dans le cadre du réseau de presse "Le Combat Syndicaliste". • Il existe une section chômeurs-précaires et une section universitaire • Les Jeunes Libertaires se réunissent également dans les locaux de la C.N.T. • N'hésitez pas à prendre contact :

UNE SEULE ADRESSE POUR L'ENSEMBLE :

**C.N.T., 7 rue ST REMESY 31000 TOULOUSE**  
(près de la rue PHARAON, quartier des Carmes-Salin)

ET UN N° DE TELEPHONE : 05 61 52 86 48 (répondeur)

• PERMANENCES, REUNIONS PUBLIQUES :

- C.N.T., C.D.E.S., Jeunes Libertaires, Section Chômeurs, Section U.: le Samedi de 17 à 19 heures (7 rue St Remésy)
- Tables de presse: aux Puces (place St Sernin), le dimanche en fin de matinée • aux RU du Mirail le mardi, de l'Arsenal le mercredi et de Rangueil 1 le Jeudi, autour de midi.
- Débat "à bâtons rompus" le premier vendredi du mois, 20 h 30
- réunion des sections chômeurs précaires, universitaire : le deuxième lundi du mois à 18 heures

## Abonnements

Un an : abonnement normal : 50 francs,

Un an ; abonnement de soutien : 100 francs et plus.

à verser au C.C.P. : C.D.E.S. , N° 3 087 21 H Toulouse.



Le vingtième Congrès de l'Association Internationale des Travailleurs vient de s'achever à Madrid. Le Congrès, c'est, comme nos lecteurs le savent, l'instance habilitée à prendre toutes les décisions importantes. Ce XXème Congrès International était particulièrement attendu par tous les anarcho-syndicalistes, les syndicalistes révolutionnaires et plus généralement les libertaires français, car il s'annonçait à juste titre, comme devant être décisif. En effet, comme nous en avons fait plusieurs fois état dans ce journal, un groupe de personnes, après avoir vainement tenté d'imposer à notre organisation une ligne étrangère à nos principes et à nos pratiques, a provoqué une scission voici un peu plus de trois ans.

**Le Congrès de l'A.I.T. devait donc se prononcer pour savoir qui, de la scission (dont le siège est à Paris, 33 rue des Vignoles et qui édite un faux "Combat syndicaliste" à l'imprimerie des Gondoles de Choisy le Roi) ou de notre organisation (dont le Bureau confédéral est actuellement au Mans et qui édite ce "Combat syndicaliste" sous forme régionalisée, avec sept éditions différentes), constitue réellement la C.N.T., section française de l'A.I.T.**

Afin que la base des différentes sections de l'A.I.T. puisse débattre du problème en profondeur, chacune des deux parties en cause a transmis au fur et à mesure tous les documents qu'elle jugeait utiles (accords de Congrès, bulletins syndicaux, bilans d'activité, journaux, bulletins intérieurs, ...). De plus, tout au long de ces trois années, des assemblées plénières, réunissant le secrétariat de l'A.I.T. et des sections ont eu lieu régulièrement (Valence, Londres, Madrid, Francfort,...). Les deux parties y ont été chaque fois présentes et les sections ont donc pu leur poser toutes les questions et demander toutes les précisions.

C'est donc en toute connaissance de cause, après plus de trois ans d'étude de la question marquée par de multiples échanges de documents et plusieurs rencontres que les sections de l'A.I.T. se sont prononcées en Congrès. Les débats ont clairement confirmé les points de vue antérieurement énoncés par certaines sections ou groupes, que ce soit par exemple les Amis de l'A.I.T. (Suisse) ou la C.N.T. (section espagnole) qui a vigoureusement fustigé les errements électoralistes aussi bien sur le plan des élections syndicales que politiques. Dans sa déclaration la section anglaise (Solidarity Fédération) a elle aussi souligné l'incompatibilité entre participation aux comités d'entreprise, élections politiques et anarcho-syndicalisme. La délégation de l'U.S.I. (section italienne) a mis en évidence l'incohérence des scissionnistes français, qui oscillent entre une pratique gauchiste et le réformisme le plus plat et poussent le clientélisme jusqu'à signer avec un syndicat d'extrême droite. Après avoir procédé à l'analyse des différents documents fournis par les uns et les autres, la N.S.F. (section norvégienne) quant à elle, a abordé les questions de forme. Elle a abouti à la constatation qu'indubitablement le "Congrès" organisé en février 1993 rue des Vignoles à Paris était une manoeuvre fractionniste, qui violait totalement les statuts de la C.N.T. et les principes de fonctionnement du syndicalisme révolutionnaire. Synthétisant les différents points de vue, la C.N.T. (section espagnole) a clairement déclaré que les scissionnistes de la rue des Vignoles usurpaient le sigle C.N.T.

Au terme de ce débat dans lequel la délégation représentant la scission a pu s'exprimer autant qu'elle l'a voulu, le Congrès de l'A.I.T. a tranché : **en France, il n'y a qu'une seule section de l'A.I.T., il s'agit de la C.N.T. qui a son Bureau Confédéral au Mans (et dont les adresses des Unions régionales figurent dans le présent journal page 4).**

Les scissionnistes de la rue des Vignoles (Paris) ne peuvent donc plus se revendiquer de l'A.I.T. et usurpent totalement le sigle C.N.T.

En Italie, comme notre journal en a fait état, l'U.S.I. a également subi une scission. Le Congrès de l'A.I.T. a réglé rapidement cette situation tant les débats ont démontré les similitudes existant avec la situation française, mais aussi avec les problèmes rencontrés voici quelques années par l'anarcho-syndicalisme espagnol. A l'évidence, nous avons été confrontés à une stratégie destinée à éloigner l'A.I.T. de l'anarcho-syndicalisme; mais la teneur des débats, la fermeté des positions des sections indiquent que cette stratégie a capoté.

En Italie comme en France, il n'y a qu'une seule section de l'Association Internationale des Travailleurs.

**D**

Le Congrès a examiné les demandes d'adhésions tant en qualité de Sections de l'A.I.T. que de Groupes d'Amis de l'A.I.T. Les adhésions suivantes ont été approuvées par le Congrès.

## NOUVELLES SECTIONS DE L'A.I.T.

### • C.R.A.S. (RUSSIE)

La C.R.A.S. développe son activité en Russie, en Biélorussie et en Ukraine. Cette organisation avait présenté sa candidature à l'A.I.T. lors du précédent Congrès International (Cologne). Il avait alors été décidé d'un commun accord de différer la décision afin que la C.R.A.S. puisse informer les sections sur ses orientations et son activité. Son rapport actuel fait ressortir qu'elle est présente dans de nombreuses luttes ouvrières et que son orientation est clairement anarcho-syndicaliste. L'adhésion de la C.R.A.S. a donc été votée par le Congrès de Madrid.

### • AWARENESS LEAGUE du NIGERIA

Avec l'Awareness League, le continent africain fait son entrée dans l'A.I.T., ce qui marque une étape historique dans le développement du mouvement libertaire. L'Awareness League agit dans des conditions très difficiles marquées en particulier par une répression extrêmement violente. Sur le plan idéologique, le Congrès a relevé que l'Awareness League devait faire dorénavant preuve d'une plus grande clarté (voir à ce sujet les réserves précédemment exprimées dans notre journal en mars 95) mais a constaté que cette organisation avait déjà évolué favorablement de façon importante au cours de la dernière période et que cette évolution devait se poursuivre.

Le W.S.A. (section de l'A.I.T. aux U.S.A.) a pris l'initiative d'organiser une campagne de solidarité avec l'Awareness pour que cette dernière puisse se doter du minimum de matériel

(imprimerie...) nécessaire à son action.

### • A.S.A.U.L. (PORTUGAL)

Née dans la région de Lisbonne, l'A.S.A.U.L. a développé des contacts dans le reste du Portugal. Elle représente un espoir réel pour l'anarcho-syndicalisme lusitanien qui, depuis la dictature de Salazar, n'avait pas réussi à s'organiser à l'échelle du pays. L'A.S.A.U.L. espère connaître un développement rapide.

### • B.K.T. (BULGARIE)

Quelques années en arrière, existait la C.N.T. Bulgare. Composée pour l'essentiel de vétérans en exil qui surent mener un travail remarquable en direction des pays de l'Est à l'époque du rideau de fer, la C.N.T. Bulgare avait fini par se dissoudre du fait du grand âge de ses militants. Le B.K.T. représente une nouvelle génération de militants.

### • SOLIDARIDAD OBRERA (CHILI)

La section de l'A.I.T. au Chili est née du regroupement de Solidaridad Obrera de Concepcion avec d'autres organisations anarcho-syndicalistes du pays, en particulier à Santiago et à Tenuco. Avant même de finir de constituer leur confédération, les compagnons chiliens ont mené d'importantes actions avec les mineurs de Lotta au cours de leur dernière grève comme nous nous en sommes fait l'écho dans nos colonnes.

### • ORGANISE ! (IRLANDE)

A l'inverse du découpage arbitraire des frontières imposé en Irlande, Organise entend construire l'A.I.T. en Irlande tant au nord que dans le sud.

### • A.S.F. (REP. TCHEQUE)

L'A.S.F. a réuni son 4ème Congrès tout récemment. Il s'agit d'un réseau de militants. Sur le plan international, l'A.S.F. a en

## Spécial Congrès A.I.T.

particulier organisé, en lien avec la F.A.U. (section allemande), des échanges est-ouest annuels.

## NOUVEAUX GROUPES D'AMIS DE L'A.I.T.

(Les "Amis de l'A.I.T. participent à la vie de l'A.I.T. mais, contrairement aux Sections, ne prennent pas part au vote lors des Congrès Internationaux)

### • ALAS DE XUE (COLOMBIE)

Ce groupe colombien se fixe pour objectif de créer les bases nécessaires à l'émergence d'une organisation anarcho-syndicaliste nationale. Ses militants ont déjà eu de nombreux contacts avec diverses sections de l'A.I.T. en particulier la C.N.T. espagnole.

### • GROUPE D'OTTAWA (CANADA)

Ce groupe a pour particularité que beaucoup de ses membres sont adhérents à une autre internationale au long passé historique, les I.W.W. (Industrial Workers of the World). Voulant développer des liens entre les I.W.W. et l'A.I.T., les militants d'Ottawa ont décidé de créer un groupe d'Amis de l'A.I.T.

### REACTIVATION DE L'ACAT

A l'initiative de la section argentine (F.O.R.A.) en lien avec des compagnons vénézuéliens, le Congrès a décidé de réactiver l'A.C.A.T. (Association Continentale Américaine des Travailleurs) comme sous-secrétariat continental de l'A.I.T. Une première rencontre continentale est en projet.

**N**ous avons rencontré le 10/01/96, Annick et Carole, 2 des 4 Maîtres Auxiliaires qui ont mené une grève de la faim au mois de Décembre dernier à Toulouse (22 jours). Au cours d'une discussion d'une heure environ, elles nous ont expliqué comment et pourquoi elles en sont arrivées à cette solution extrême qu'est la grève de la faim.

Le combat est déjà ancien, puisque depuis 6 ou 7 ans, l'A.N.T.E.N. (Association des Non-Titulaires de l'Education Nationale) se bat en vain pour la titularisation de tous les personnels non titulaires. A la rentrée 96-97 les choses s'accroissent. Beaucoup de M.A. ne sont pas réemployés par l'Education Nationale, tandis que des heures supplémentaires sont proposées ou imposées aux titulaires. Des M.A., syndiqués ou non, réagissent en créant en Septembre des collectifs dans plusieurs académies. A Toulouse c'est au S.N.E.S. que se met en place un collectif regroupant des syndiqués, des non syndiqués, des titulaires et des non titulaires, appuyé par une intersyndicale (à l'exception de F.O.). Fin Novembre, une coordination nationale se constitue. Elle représente les collectifs de 22 académies sur les 28 existantes. Chaque collectif envoie 2 mandats à la coordination nationale. Une plateforme de revendications est établie avec pour point essentiel **"La titularisation pour tous, sans discrimination de nationalité et sans concours"**. Et cette plateforme est reprise par l'intersyndicale.

Il faut savoir qu'avec les nouvelles mesures, sur les 45000 M.A. naguère employés par l'Education Nationale, 25000 risquent de se retrouver sur le carreau. Rien que dans l'académie de Toulouse, 900 des 1200 M.A. sont au chômage ou dans des situations précaires. Et ceci, alors que des milliers d'heures supplémentaires sont proposées aux titulaires.

Devant le refus de Bayrou d'entendre leurs revendications, et le peu d'empressement des organisations syndicales à faire monter la pression, 3 puis 4 M.A. toulousaines se mettent en grève de la faim le 3 Décembre 1996. Comme le précise Annick : "Une grève de la faim, ça ne se décide pas. Ça se fait. Nous, on n'a pas de camion, de train, ou de bus pour bloquer. C'est vrai que c'est un acte hyper-violent et hyper-individuel, mais on n'avait pas le choix.... Il n'y a pas eu un soutien réel de ces syndicats avec qui on travaille, c'est clair. Les M.A., ce n'est pas leur principal souci. Les M.A. ne votent pas aux élections professionnelles. Mais pour un syndicaliste, dire "je ne m'occupe pas de la précarité", qu'il s'agisse de M.A. ou de C.E.S., c'est difficile à tenir comme position."

24 heures plus tard, le parlement vote une loi présentée officiellement comme "un plan de résorption de l'auxiliariat", alors qu'il s'agit en fait d'un plan de licenciement.

Après 21 jours de grève de la faim des 4 Toulousaines, et l'annonce d'autres grèves de la faim à Paris et ailleurs, Bayrou accepte enfin de recevoir la coordination et l'intersyndicale. Et il s'engage à discuter sur la titularisation, sur l'arrêt des recrutements de non-titulaires, sur le budget, et éventuellement sur la création de postes. Une seconde réunion vient de se tenir le 09/01/97 (c'est la première d'une série de 10 en 5 semaines) entre Bayrou, l'intersyndicale, la coordination (7 représentants

élus pour toute la durée de ces négociations) et A.C.! (Agir ensemble contre le Chômage). "Car on n'est pas seulement sur un problème de M.A. On est sur le problème de la précarité en général. C'est de la part du gouvernement une volonté politique réelle et précise de foutre des gens au chômage. Rien que cette loi va mettre des milliers de M.A. à la rue. Et je ne parle pas des M.A. étrangers. Eux, s'ils ne reçoivent pas d'arrêté de nomination, ils sont bons pour les charters Pasqua... Et les non titulaires, ce ne sont pas seulement des M.A. Au Lycée Fermat à Toulouse par exemple, il y a une quarantaine de C.E.S."

Le mouvement de grève de la faim est suspendu depuis la fin du mois de Décembre, mais les collectifs ne désarment pas pour autant. Hier matin, le jour même de la seconde rencontre avec Bayrou, les M.A. de Toulouse ont bloqué le TGV, histoire de rappeler qu'ils sont toujours déterminés. Et des A.G. seront mises en place par l'intersyndicale dans les lycées et collèges pour appeler les titulaires et les personnels non statutaires à soutenir la lutte.

A la fin de l'entretien, interrogée sur le pourquoi des coordinations, Annick conclut : "Si les coordinations se créent, c'est parce que les syndicats n'ont pas fait leur boulot. On est des petits mouvements qui partent comme ça, des feux follets. On n'est pas canaliables, ni par le gouvernement, ni par les syndicats. On ne sait jamais ce que ça peut donner. Ce n'est pas un hasard si ici on est avec les intermittents et A.C.! Ils ont peur que l'on se réunisse."

Des militants C.N.T. de Toulouse

La lutte des M.A. est un bon exemple de l'état actuel des luttes. Individualisme, radicalisme, cynisme du pouvoir, jeux des médias, réformisme des syndicats, tentative de dépassement du corporatisme, indifférence de la masse, division des salariés, tout y est. Le pire côtoie le meilleur.

Alors que l'Education nationale est un bastion du syndicalisme réformiste, les M.A. n'ont d'autre solution que de s'auto-organiser en collectifs et coordination.

Mauvais clients les M.A. : Ça ne vote pas aux élections professionnelles. Et l'électeur titulaire veut garder un semblant d'aristocratie : le concours !

Mauvais clients les M.A., ça se fout en grève de la faim. Ça fait désordre, ça fait misère. Ça donne mauvaise conscience. Alors les syndicats font mine de soutenir. Eux qui sortent la grosse artillerie dès que l'on touche aux points de retraites ou au salaire de leurs chers clients, ils ont pour les M.A. tout juste la bonté de leur pondre 2 ou 3 communiqués de presse. Quoi ! quelques milliers de sous-profs au chômage, ce n'est pas très porteur à l'heure des 3 millions de chomistes déclarés. Surtout quand les titulaires récoltent des heures sup. permettant d'arrondir les fins de mois. Et puis le radicalisme dans notre société

bien élevé, ça fait peur. L'heure est la primauté du fric sur l'homme. Alors on s'est spécialisé dans les négociations de comptable : la dignité se calcule à coup d'indemnité kilométrique, de points de retraite, et de quota académique. Ça devrait être comme cela la gestion paritaire de notre aliénation aux marchands ! Au temps de l'économie reine, les salariés ont tout juste le droit de discuter sur la longueur de leur laisse et de la couleur de leur collier. Les syndicats institutionnels sont là pour ça. La SPA des travailleurs.

Pourtant, ils se battent les M.A.. La grève de la faim, c'est dur. Et c'est encore plus dur lorsqu'on a des gosses à la maison.

Pourtant ils s'organisent les M.A.. Les collectifs s'essaient à la démocratie réelle, avec des mandats contrôlés par la base. Des actions sont décidées ensemble et mises en place par tous (comme le blocage du T.G.V. à Toulouse).

Pourtant ils dépassent le corporatisme ambiant les M.A.

A.C. est partie prenante des négociations, et à Toulouse, des actions ont été organisées en commun avec les intermittents du spectacle, et le syndicat C.N.T.-A.I.T. de Toulouse comme la tournée commune d'information sur les luttes dans

les amphis de la fac du Mirail. Et le collectif de Toulouse explique bien que sa lutte est celle de tous les exclus, de tous les précaires.

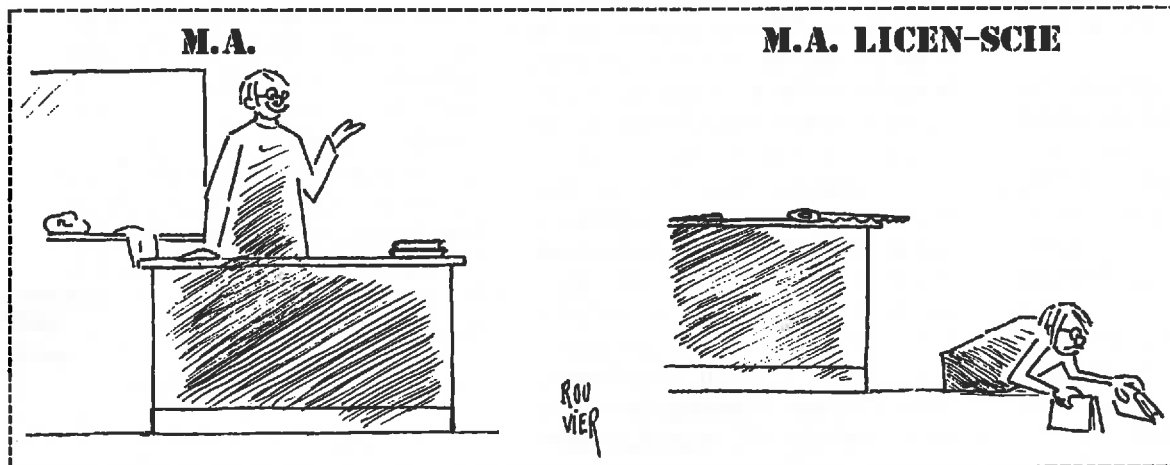
Mais il n'y a rien à faire, les syndicats réformards sont encore là. Pas de négociations sans eux ! Ni eux, ni le gouvernement ne peuvent supporter cette intrusion de la démocratie dans leur petit monde institutionnel où chacun de nous se résume à une carte syndicale potentielle, un matricule sur une fiche de paye, et des heures de vie transformées en salaire.

La lutte des M.A., c'est tout cela. C'est un petit feu de plus. Un espace de plus où des individus n'acceptent plus ni les coups de sabre du pouvoir, ni les coups d'épée dans l'eau des syndicats, un moment de plus où les gens en lutte rencontrent d'autres gens en lutte et se battent ensemble. Un lieu de plus où l'on s'essaie à la démocratie directe et l'action directe.

Les M.A. ont peut-être oublié une revendication essentielle : rester maître de leur lutte, exiger que Bayrou négocie avec la coordination nationale et elle seule. On en arrive à la frémissante situation où les travailleurs mandatés s'assoient à des tables de négociation avec deux adversaires : le pouvoir, et les syndicats réformistes.

Encore quelques luttes, et dans le prochain gouvernement on verra surgir un ministère syndical !

Georges  
Henein Grup



Le Congrès de l'A.I.T. a rejeté les pratiques centralistes, les manipulations, les désinformations, les alliances douteuses, les méthodes autoritaires, le double jeu, le double langage, les mythes réformistes. Adversaires résolus des marchands de soupe et d'illusion, nous avons ainsi réaffirmé notre différence fondamentale sur le plan international avec les bureaucrates et les politiciens.

Concernant la situation française, l'A.I.T. a tranché sans équivoque. Je sais que cette prise de position a surpris, et parfois même déboussolé certains adhérents des Vignoles. De là les questions qu'ils se posent : ont-ils eu accès d'entrée à l'ensemble des documents ? ont-ils été loyalement informés de l'ensemble des causes de la scission ?

C'est à eux que je m'adresse en tentant d'exposer le plus clairement possible la situation.

Je n'ignore pas que d'autres, à l'intérieur des Vignoles, vont tenter d'utiliser le trouble existant pour mener une campagne diffamatoire contre l'A.I.T. J'entends déjà toutes les critiques que leur mauvaise foi va imaginer. L'A.I.T. sera tour à tour qualifiée de sectaire, d'archaïque, de groupusculaire, d'inactive ou d'activiste (au choix)... Ils expliqueront que l'A.I.T. n'a pas d'intérêt, que ses Sections ne représentent rien ...

Pour apprécier la valeur de ces "arguments" il suffit de se rappeler que la plupart des critiques d'aujourd'hui disaient -et écrivaient- tout le contraire voici peu de temps.

Si l'A.I.T. était l'Internationale de référence en novembre 96, comment expliquer qu'elle ne soit plus bonne à rien en janvier 97 ?

Parmi les rappels qu'il est nécessaire de faire dans ce dossier, il en est d'ailleurs un qui concerne directement l'A.I.T..

En effet, dès 1991 nous nous étions étonnés de l'engouement d'un certain nombre de personnages (que nous allions retrouver ensuite dans la scission) pour l'A.I.T., ou plutôt pour son Secrétariat. Certains se convertirent alors en spécialistes de l'international fulminant leurs "analyses" ex-cathedra et cachant bien mal leur désir de voir le futur Secrétariat de l'A.I.T. s'implanter à Paris ou à Grenoble. Quelques Marx aux petits pieds s'en voyaient déjà secrétaires... De là la recherche occulte de contacts dans les différentes sections et dans des organisations plus ou moins proches, des infiltrations, des noyautages, des scissions (dans quelques pays) et des expulsions. Face à ces manoeuvres, le Congrès de l'A.I.T. a constitué un véritable camouflet et un coup d'arrêt.

Quelle stratégie choisiront ceux qui voulaient "verrouiller" l'A.I.T. ? Certains, rêvant déjà tout haut d'une nouvelle organisation, caressent l'espoir de réunir, à la hussarde, autour du noyau des Vignoles, les débris de l'ex U.S.I. de Rome (qui n'a pas hésité à collaborer avec la confédération fasciste CISNAL), quelques transfuges de la F.A.U., et, dans les scénarii les plus optimistes, la C.G.T. espagnole (célèbre pour ses syndicats de flics, en particulier dans la très violente police catalane) et, cerise sur le gâteau, la S.A.C. suédoise. (Ceux qui veulent des informations sur cette dernière liront avec intérêt la brochure "La S.A.C. et le réformisme libertaire").

En ce qui concerne la situation spécifiquement française, un autre rappel est nécessaire. Au début des années 90, un courant est apparu dans la C.N.T. qui voulait effacer toute référence explicite aux idées libertaires et à l'anarcho-syndicalisme. Pour ce courant, il n'était bon bec que

"syndicaliste révolutionnaire" et, ceux qui pensaient autrement devenaient ipso facto des "anarchistes", des "anarcho-anarchistes" (sic) et n'avaient forcément aucune pratique syndicale, bref ils étaient des résidus de l'histoire. Le nouveau syndicalisme révolutionnaire, quant à lui, se voulait, vous l'avez compris, résolument moderne et "faisait du syndicalisme", c'est à dire qu'il poussait les militants de base à constituer des sections syndicales, même sans rapport de force (ce qui occasionna quelques licenciements douloureux) et à se présenter aux élections tandis que l'ensemble de ce courant se lançait dans une politique d'encartage et d'alliances avec tout ce qui était possible. Etant dans la contradiction idéologique, il leur fallait pour se justifier avoir au moins le nombre. Ils étaient prêts à tout pour cela.

Malgré les coups de bluff, la multiplication de structures bidons, les tentatives de manipulation; la majorité de la C.N.T. refusera à l'époque cette évolution.

Il ne restait plus à nos modernes syndicalistes qu'à organiser une scission, ce qu'ils firent en Février 1993 rue des Vignoles (Paris) en lançant en catastrophe après le C.C.N. (Comité Confédéral National, réunion des Unions régionales) de Perpignan qui les désavouait un "congrès" dont l'organisation fut un modèle de violation de toute la méthodologie anarcho-syndicaliste.

Le courant soit-disant syndicaliste révolutionnaire (mais en réalité réformiste) à l'origine de la scission espérait alors engranger les militants en rupture dans les grandes centrales syndicales, en particulier la C.F.D.T. Il pensait que le discours et les pratiques anarcho-syndicalistes de la C.N.T. étaient l'élément qui bloquait la

recomposition syndicale et qu'il fallait abandonner ses références pour que les déçus du syndicalisme d'intégration se précipitent pour prendre leur carte.

C'est pourquoi, bien qu'ils aient refusé tout dialogue avec nous et qu'ils n'aient jamais donné dans leur presse une information réelle sur la scission, les Vignoles ne parlaient alors que d'unité, de tolérance, de respect de l'autre, d'ouverture; s'empresant de donner la parole aux opposants syndicaux puis de chercher des alliances avec S.U.D. naissant. La revue "Alternative Syndicaliste" fut le cheval de Troie qui, de l'intérieur de la C.N.T., facilita grandement ce processus de scission et de tentative de refondation.

Peine perdue, la recomposition syndicale s'effectuera en dehors des Vignoles qui trouve maintenant dans S.U.D., devenu grand, l'ennemi à abattre, d'où les critiques acerbes dont cette organisation fait maintenant l'objet de la part de ses "amis" d'hier.

La participation aux élections syndicales devait prouver que les Vignoles s'étaient débarrassées du *démon anarchiste* et convaincre ainsi d'autres opportunistes et adeptes de la délégation de pouvoir de s'affilier. L'utilisation des heures syndicales, le fric, le clientélisme... devaient renforcer la tendance participationniste et marginaliser encore les libertaires qui pouvaient rester après la scission.

Mais la réalité confirmera notre analyse sur l'innocence (ou la malveillance ?) de certains, et sur la capacité des employeurs à traiter ce type de problèmes. Des élus des Vignoles furent achetés ou licenciés, et beaucoup de sections syndicales obtenues grâce à ce forcing n'ont pas tenu. **Qu'on le veuille ou pas un syndicalisme de lutte et de rupture n'utilise pas les méthodes**

**et moyens de la collaboration. Il ne sert à rien de brandir le code du travail si on ignore le contexte politique dans lequel il s'insère.**

Les stratèges des Vignoles n'ont pris aucun risque dans cette *real politique* ; par contre, que pensent ceux qui furent licenciés ou maltraités sans jamais avoir été avertis du risque ?

Un autre axe fort des Vignoles a été l'accent mis sur le développement numérique. Des chiffres ont été avancés à grand renfort de trompettes dans la presse, y compris Le Figaro. Au Congrès de l'A.I.T., la délégation des Vignoles qui s'exprimait devant des militants, moins faciles à abuser que des journalistes ou des néophytes dut en rabattre de beaucoup et avouer des chiffres bien plus modestes. C'est que, si l'encartage est facile, le système fonctionne comme une passoire : l'adhérent recruté sans réflexion ne reste pas. La politique de participation aux élections n'a pas non plus donné de résultats tangibles sur ce point. Le développement enregistré par les Vignoles (qui est d'ailleurs du même ordre que le nôtre, notre organisation ayant l'avantage de l'homogénéité) est en grande partie dû à l'arrivée d'étudiants et de lycéens qui lui ont donné la plus grande part de son dynamisme et assuré l'essentiel de ses retombées médiatiques. Ces jeunes n'ont généralement pas adhéré sur la stratégie militante des Vignoles mais au contraire sur ce que le sigle C.N.T. véhicule de potentiel libertaire et anarcho-syndicaliste, renforcé ces derniers mois par "l'effet Land & Freedom".

Sur ce point également, il est intéressant de faire un rappel. En effet les syndicats de Paris qui ont organisé la scission n'avaient eu de cesse avant

celle-ci de s'opposer à la position de Caen qui était favorable à l'adhésion des étudiants. A l'époque, il était anti-syndicaliste, nous disait-on, de faire adhérer des étudiants à une confédération ouvrière. Ces jeunes ne pouvant être que des fils à papa, des irresponsables, des futurs cadres, des anars de salon. Ils ne venaient faire chez nous que leur crise pubertaire. Il y eut sur ce point deux Congrès de la C.N.T. (Paris, Bordeaux) particulièrement houleux... Qu'à cela ne tienne. Aux Vignoles, nécessité fait loi : les étudiants qui, hier, étaient honnis sont devenus, du jour au lendemain, les bienvenus ... même les plus anars ou les plus punks d'entre eux !

Pour conclure, je pense qu'il existe actuellement aux Vignoles diverses sensibilités dont une libertaire. C'est à ses militants que je m'adresse. N'est-il pas pas temps de lancer le débat ? d'entamer une franche explication ? de se poser la question de l'unité ? Pour ma part, je suis de plus en plus persuadé que la scission n'a qu'un seul effet (et pour certains, qu'un seul objectif) : freiner le développement de l'anarcho-syndicalisme dans une période pourtant favorable.

Le Congrès de l'A.I.T., qui, rappelons-le était attendu des deux parties, a été un Congrès décisif. Il a clarifié la situation organisationnelle en France, il a rappelé les principes de l'anarcho-syndicalisme et les a même précisés. Sur ces bases, il est possible à chacun de voir plus clair, de prendre position pour avancer ensemble.

Espavilar, adhérent Union locale C.N.T.-A.I.T. de Caen.

## SUITE DU VERSO

N'oublions pas de dire enfin que l'intégrisme islamiste est un mouvement politique international, dont l'essor coïncide bizarrement avec la chute du bloc de l'Est et les pressions du F.M.I. (intégrisme dont on ne parle jamais) qui pèsent de plus en plus lourdement sur les pays du Tiers-Monde à travers les institutions de l'ordre et du commerce mondial. L'exemple de l'Algérie est en ce sens assez édifiant.

En effet, l'Algérie en 1994 ne pouvait plus "honorer" ses dettes. Elle a donc été, comme la plupart des pays du Tiers-Monde, contrainte d'accepter les règles du F.M.I., liées au rééchelonnement de la dette; ces dernières se traduisant par les points suivants :

- restriction dans les dépenses de l'état, qui affectent directement les secteurs sociaux, les secteurs d'équipements collectifs, la suppression des subventions alimentaires et le soutien aux entreprises publiques en difficultés;

- assainissement monétaire se traduisant par la dévaluation de la monnaie locale (de l'ordre de 300% entre 90 et 95) et par une forte inflation (40% en 94);

- privatisation des entreprises publiques et licenciements en masses dans

ces secteurs;

- ouverture commerciale et libéralisation des transactions commerciales internationales.

Tout ceci a servi d'abord à alimenter le commerce mondial puisqu'une bonne partie de l'argent frais mobilisé par le rééchelonnement a été utilisée essentiellement pour l'importation des biens de consommation. Il a également accéléré la paupérisation de fractions de plus en plus croissante de la population : Les prix de consommation de base ont atteint des niveaux vertigineux.

Par ailleurs, on assiste à une dégradation de la santé du citoyen et une recrudescence d'épidémies que l'on croyait éradiqué (choléra, tuberculose, typhoïde...) et une baisse du taux de scolarisation (surtout dans le monde rural et chez les filles). Il a enfin favorisé l'augmentation des revenus non salariaux (bénéfices, profits) de 45% en 1995 contre une hausse de seulement 4%, des revenus salariaux. Rappelons au passage que le rééchelonnement de la dette algérienne représente 75% des recettes des hydrocarbures.

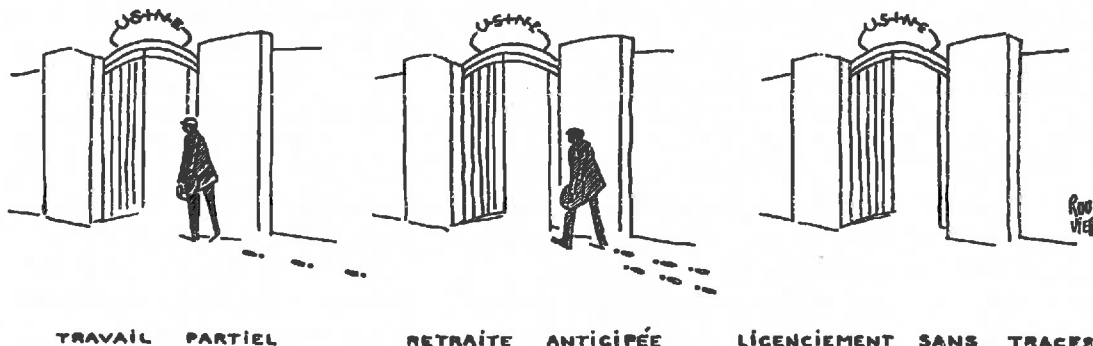
Cet intégrisme économique ultra-libéral est fortement impliqué dans la montée de la violence et la confusion qui règnent dans les

pays du Sud. Par ailleurs, la remise en cause des acquis sociaux un peu partout dans le monde engendrant de plus en plus d'exclus, la résurgence de la xénophobie et la montée du racisme en Occident autorisent une interrogation plus globale sur la viabilité et le maintien d'un système qui va à sa perte, entraînant avec lui la chute de toute la société, mais qui nous permet aussi d'envisager plus que jamais et de toute urgence des formes de luttes à inventer ou à se réapproprier dépassant l'atomisation des problèmes et le cloisonnement des frontières.

Dans 10 ans, dans 100 ans, dans 10 000 ans..., quand il ne restera même plus de miettes pour anesthésier les peuples, quand nous n'aurons plus peur de perdre quoi que ce soit parce qu'ils nous auront tout pris, quand ils nous auront humiliés au plus profond de nous-mêmes, quand enfin ils toucheront au soupçon de dignité qui subsiste encore en nous, alors, nous relèverons enfin la tête, nous gueulerons tous ensemble : Ya basta! et nous leur reprendrons tout. Nous construirons tous ensemble une société juste et égalitaire, une société imaginée et concrétisée par tous et pour tous, une société où l'économique ne dictera plus sa loi sur le social. Dans 10 ans, dans 100 ans, dans 10 000 ans...

Touni

### LES SOLUTIONS PATRONALES A LA CRISE



TRAVAIL PARTIEL

RETRAITE ANTICIPÉE

LICENCIEMENT SANS TRACES

*Après trente années de système où régnait en maître absolu le parti de l'Etat, le parti de la pensée unique et du monopole de tous les droits, les Algériens voient briller au loin une lueur d'espoir, un souffle de liberté, les balbutiements d'une utopie appelée démocratie, mais qu'ils allaient payer cher, très cher. C'était en octobre 1988, l'un des événements les plus sanglants de l'Algérie algérienne.*

Des milliers de jeunes ont déferlé dans les rues d'Alger criant leur ras le bol, leur soif de liberté et leur envie de briser les chaînes de l'oppression, décriant un système qui n'en finissait pas de creuser le fossé entre riches et pauvres, et exigeant la justice sociale. Cette justice à laquelle ils ont cru et avec laquelle ils se font berner trente années durant par une poignée d'arrivistes-vampires qui n'avaient pour seul objectif que de se maintenir au pouvoir et de s'enrichir le plus et le plus vite possible en suçant la sueur du peuple. Oui, des milliers de jeunes se sont appropriés les rues d'un corps et d'une voie solidaire. Mais la riposte ne se fit pas attendre. Les chiens de garde furent lâchés. Ils n'hésitèrent pas une seconde et la révolte finit dans un bain de sang.

Mais qu'avons-nous fait nous autres après cela? Qu'ont fait les "démocrates progressistes"? Qu'on fait les "intellectuels"? Nous nous sommes tous terrés dans le silence et l'inaction. Nous avons laissé se faire le mouvement sans nous, comme si les revendications de ces jeunes ne nous concernaient pas également. Nous n'avons même pas élevé la voix contre les massacres et les tortures qu'il y a eus.

Oh! bien sûr, nous étions solidaires de leurs revendications. Nous étions révoltés, écoeurés et même étonnés (en ce qui me concerne du moins) de voir notre "glorieuse armée révolutionnaire" se

transformer en tortionnaire et montrer comme elle dépassait le maître. Après cela, les germes de la haine et de la vengeance se sont amplifiés dans les coeurs des mères, des soeurs, des frères et des pères qui ont perdu, un fils, un frère, ouvrant ainsi une nouvelle brèche à la récupération par les... intégristes musulmans.

En juin 1989, l'assemblée du parti unique fait miroiter au peuple une loi qui garantit à tous, femmes et hommes, le droit à la libre organisation politique et le droit à la liberté d'expression. Dans cette euphorie faite d'espoirs et des rêves les plus fous, les femmes allaient encore une fois payer un lourd tribut et découvrir les premières cette grande tricherie appelée multipartisme (souvent confondue avec démocratie) que la clique au sommet a bien voulu nous concéder. des groupes politiques issus pour la plupart du parti unique, utilisant la religion comme légitimation à leur existence et la terreur comme moyen de persuasion, allaient les baillonner, les persécuter et les brûler. les exemples ne manquent pas. Tout cela venant aggraver une situation d'oppression et de mise sous tutelle à vie des femmes par le poids socioculturel, institutionnalisé grâce au fameux code de la famille de 1984. Ce monstre n'est rien d'autre que le fruit de la plus flagrante des alliances entre le parti unique au pouvoir et l'intégrisme musulman.

Mais comment en est-on arrivé là? En fait, il y avait un

terreau favorable sur lequel ont poussé comme des herbes folles les germes de la violence. Ces germes étaient localisés dans certains nombres de paradoxes :

- Tout d'abord entre la constitution qui reconnaît la liberté de culte et de croyance, et le concept "d'islam religion d'état", qui sert d'argument aux partisans de la mise en vigueur de la loi coranique.

- Entre la constitution qui stipule que les "citoyens sont égaux devant la loi sans aucune discrimination pour cause de naissance, de sexe, ou toute autre condition personnelle ou sociale", et les lois du code de la famille qui institue entre autres, la soumission de la femme à l'autorité masculine (père, époux, tuteur) et la polygamie.

- Entre un discours révolutionnaire promettant l'égalité et la justice pour tous, et l'absence d'un véritable projet social concernant la redistribution équitable des richesses.

- Entre un système qui a recours à des processus électoraux, mais qui interdit toute réelle pratique démocratique (liste unique, hommes pouvant voter à la place des femmes, pouvoir décisionnel pyramidal, hommes politiques élus à vie...)

- Entre un état qui se proclame progressiste, et qui encourage des courants rétrogrades et totalitaires. Mais avons-nous vu des systèmes pareils enfanter autre chose que plus monstrueux qu'eux?

